

# Encore un sommet qui ne répondra pas à la question migratoire

■ Les Vingt-huit se réunissent à Salzbourg pour débattre de leur politique migratoire commune, sans en tirer de conclusions.

■ Pendant ce temps, la Hongrie, qui poursuit sa politique antimigrants, est pointée par le Comité antitorture.

Analyse Maria Udrescu

**S**i certains veulent résoudre la crise (migratoire) tandis que d'autres l'utilisent, elle restera sans solution." Dans sa lettre d'invitation au sommet informel de Salzbourg des 19 et 20 septembre, le président du Conseil européen Donald Tusk n'a pas caché son inquiétude face à la persistance des tensions entre les Vingt-huit. "J'espère qu'à Salzbourg, nous pourrions mettre fin au ressentiment mutuel et revenir à une approche constructive", a ajouté le Polonais, désireux de tourner la page de cette crise politique qui n'est plus migratoire – les chiffres des arrivées en Europe sont redescendus au niveau d'avant 2015.

L'objectif du sommet n'est donc pas de trouver un compromis sur une politique européenne de l'asile. Tout au plus, cette rencontre sera-t-elle l'occasion de discuter des propositions de la Commission européenne en matière de gestion migratoire, des idées controversées de certains leaders européens et de poser une énième fois le constat de leurs divisions.

## 1 Un dialogue (de sourds) sans conclusions à la clé

Lors du dîner informel de mercredi soir, "chacun expliquera ce qu'il a fait dans son coin. C'est le moment d'examiner la situation, non pas de tirer des conclusions", préface un haut fonctionnaire européen. D'autant que les engagements écrits noir sur blanc en juin dernier peinent toujours à se concrétiser. Et ce, au grand bonheur du Hongrois Viktor Orban, décidé de bloquer tout progrès avant les élections européennes de 2019 qui devraient, selon lui, marquer le progrès des forces "anti-immigration".

Avant l'été, le Premier ministre italien Giuseppe Conte avait tapé du poing sur la table pour que plusieurs États membres envisagent d'installer sur leur territoire des centres de contrôle, afin d'y débarquer les migrants sauvés en Méditerranée. Il réitérera donc sa demande de redistribuer ces personnes au sein de l'UE, indépendamment de leur statut (réfugié ou migrant irrégulier). "Je ne m'attends pas à une percée sur ces propositions italiennes qui sont bien connues", prévient une autre source européenne.

En ce qui concerne la réforme du règlement de Dublin, qui fait peser la responsabilité du traite-

ment des demandes d'asile sur les pays de première entrée dans l'UE, les Italiens risquent également de rester sur leur faim. "Les rencontres bilatérales menées par le chancelier autrichien Sebastian Kurz (dont le pays préside le Conseil de l'UE, NdlR) n'ont rien donné. Il en informera donc ses homologues", explique le diplomate européen. Et d'ajouter: "Les discussions ne dépasseront toutefois pas minuit. Les leaders ne doivent s'accorder sur rien, donc les Italiens n'ont rien à bloquer." On en est là.

La dernière idée des Autrichiens devrait, elle aussi, rester lettre morte. Vendredi, le ministre de l'Intérieur Herbert Kickl avait jeté un pavé dans la marre en proposant d'organiser le tri entre les réfugiés et les migrants ne relevant pas du droit d'asile sur... des embarcations en mer. Dans l'imaginaire du ministre, les premiers seraient ensuite accueillis en Europe – encore faut-il savoir où – et les autres seraient renvoyés dans un pays tiers sûr – encore faut-il savoir lequel.

## 2 Une emphase sur la coopération avec les pays africains

Les plateformes de débarquement, que les Européens voudraient installer dans des pays africains pour y débarquer des migrants, ont peu de chances de voir le jour prochainement. "Est-ce que quelqu'un connaît des pays hors de l'Europe qui seraient prêts à accueillir de tels camps? Moi pas", a avoué Dimitris Avramopoulos, le commissaire européen en charge des Migrations. "C'est une réflexion que nous devrions développer ensemble pour éliminer la problématique des retours", a répliqué M. Kickl car "une fois que les gens ont mis le pied sur le continent, on ne peut les en éloigner qu'au prix de grandes difficultés et à grands frais".

L'accélération des renvois des migrants déboutés dans leur pays d'origine est devenue le leitmotiv des Vingt-huit et de la Commission. Celle-ci a même proposé de "réviser la directive retour de l'UE" afin de supprimer les incohérences qui font que seuls 36% des migrants en situation irrégulière ont été renvoyés en 2017.

À ce titre, la coopération avec les pays tiers (d'origine ou de transit des migrants) est perçue comme la clé du salut de l'Europe pour résoudre le casse-tête migratoire. De retour du Caire, le président Tusk fera l'éloge de l'Égypte, d'où aucun migrant

n'est parti vers l'Europe en 2018 (contre 13 000 en 2016), et proposera d'organiser un sommet entre l'UE et la Ligue arabe à l'été 2019. "Si tous les pays de la Méditerranée prenaient leurs responsabilités aussi au sérieux que l'Égypte, il n'y aurait aucun problème de migration irrégulière", estime une source européenne.

### 3 Un débat sur la manière de renforcer les frontières de l'Union

Jeudi matin, chefs d'État et de gouvernement de

l'Union se pencheront sur l'aspect sécuritaire de la migration, le seul autour duquel les négociations ne tournaient pas jusque-là au vinaigre. Mais malgré l'intérêt des États membres pour le verrouillage des frontières de l'UE, les propositions de la Commission européenne à ce sujet ne font pas l'unanimité.

Son président Jean-Claude Juncker a décidé de "prendre les populistes qui présentent l'UE comme une passoire, incapable de contrôler l'immigration, au mot", explique une source européenne haut placée. Il a mis sur la table la transformation de l'Agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes (plus connue sous son ancien nom de Frontex) en police européenne des frontières extérieures, avec un corps permanent de 10 000 agents en place en 2020.

"Mais ce Frontex 2.0 provoque des tensions", notait mardi un diplomate européen. Les Vingt-huit s'opposent par exemple à ce que la Commission puisse déployer sur le terrain des gardes-frontières en cas de crise majeure, indépendamment de la volonté de l'État membre concerné. De plus, 10 000 personnes, "c'est beaucoup et cela coûte cher", observe un diplomate européen. Budapest, qui critique la "faiblesse" de l'Union face à la migration, considère cette proposition comme une tentative de priver les États nations de leur droit de protéger leur frontière. "Le plan de la Commission ne se fera pas", assure le porte-parole du gouvernement hongrois Zoltan Kovacs.

"Des ministres de l'Intérieur ont tout fait pour affaiblir cette proposition et puis se sont plaint que les frontières grecques ne tiennent pas. Si vous pensez que les frontières ne sont pas protégées, alors acceptez de les renforcer", a plaidé, sur un ton agacé, une source haut placée de la Commission, pointant le double discours des Vingt-huit qui fait patiner les discussions sur ce sujet explosif depuis plus de trois ans.

## Le comité antitorture du Conseil de l'Europe épingle la Hongrie

Véronique Leblanc  
Correspondante à Strasbourg

Coups de pieds, coups de poings, coups de matraque... le "refoulement" des migrants irréguliers de la Hongrie vers la Serbie se fait souvent manu militari, constate un rapport du Comité antitorture du Conseil de l'Europe (CPT). Publié le 18 septembre, ce texte fait suite à une visite qui s'est tenue du 20 au 26 octobre 2017 afin de mesurer l'impact de la législation sur les migrants adoptée par la Hongrie. Les conclusions n'ont pu en être rendues publiques qu'avec l'autorisation des autorités hongroises et assorties de leur réponse.

Selon Budapest, "le rapport contient un grand nombre de constatations contraires aux faits, ce qui rend leur nature plus politique que professionnelle". "Un système pour prévenir les mauvais traitements et protéger les policiers contre les fausses allégations" a par ailleurs été mis en place, est-il signalé. Une argumentation qui ne convainc pas le CPT car, selon lui, tous les dossiers auxquels la délégation a eu accès étaient incomplets. Par exemple, les photographies ne montraient que les visages alors que les allégations de mauvais traitements sont généralement liées à des coups portés sur d'autres parties du corps. Le CPT recommande donc simplement à la Hongrie de "mettre fin aux refoulements vers la Serbie".

### "Une conception trop carcérale"

Les experts du Conseil de l'Europe ont également visité des zones de transit situées à Röszke et Tomba, situées à la frontière avec la Serbie du côté hongrois. Ils y relèvent "des conditions matérielles convenables" et

n'ont recueilli aucun témoignage de maltraitance physique. Mais "la conception globale bien trop carcérale" de ces établissements fait qu'ils "ne peuvent être considérés comme adaptés à l'hébergement des demandeurs d'asile, encore moins des enfants".

Une nouvelle visite du CPT en Hongrie aura lieu avant la fin de l'année, annonce son président, l'Ukrainien Mykola Gnatovskyy qui appelle au dialogue avec les autorités locales. Sa déclaration sonne pourtant comme un vœu pieux. Depuis l'automne 2017, la législation hongroise s'est encore durcie en interdisant aux organisations non gouvernementales (ONG) de porter secours aux migrants.

Et l'intervention du Premier ministre hongrois Viktor Orban le 11 septembre devant le Parlement européen a donné la mesure de son intransigeance nationaliste. Les eurodéputés s'étaient alors majoritairement exprimés en faveur du lancement de la procédure définie par l'article 7 du traité de Lisbonne pouvant mener à des sanctions à l'encontre de la Hongrie, suspectée de violations graves des valeurs fondamentales de l'Union. Une mise en cause bien réelle, y compris au sein du Parti populaire européen (PPE, droite et centre droit) dont est membre le Fidesz de Viktor Orban. Son sort devrait d'ailleurs être évoqué lors du sommet du PPE organisé ce mercredi à Salzbourg.